le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 17 septembre 2017 N° 437 PRIX : 0,60 Euro

Togo

De grandes manifestations pour réclamer le départ du dictateur Faure Gnassingbé

- **Sommaire au verso**

sommaire

Éditorial

Togo: De grandes manifestations pour réclamer le départ du dictateur Faure Gnassingbé

Pages 3-8
Côte d'Ivoire: Depuis les mutineries de soldats et la grève des fonctionnaires

Page 9
Sénégal: Une expulsion scandaleuse d'un militant anti-CFA

Page10
Tchad: Amnesty dénonce la répression qu'exerce Deby sur les populations

Page 11
Éthiopie: Le mécontentement de la population gronde

Page 13
Madagascar: Exploitation ordinaire des travailleurs d'une zone franche

Page 13
France
Faire entendre nos intérêts communs

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:
www.uatci.org

Editorial _____ p.2

Togo

DE GRANDES MANIFESTATIONS POUR RÉCLAMER LE DÉPART DU DICTATEUR FAURE GNASSINGBÉ

Depuis le début de ce mois de septembre, des manifestations massives sans précédent ont lieu à la capitale Lomé. La plupart des autres grandes villes de ce pays sont également le théâtre d'importants rassemblements réclamant le départ du dictateur Faure Gnassingbé, au pouvoir depuis avril 2005. Avant lui, c'est son père le général Eyadema, un vétéran de l'armée française de l'époque coloniale, qui s'était hissé à la tête du pays à la suite d'un coup d'État. Au total, le père puis le fils totalisent un demi-siècle de dictature au profit de leur clan et des multinationales.

Les travailleurs, les paysans pauvres et la jeunesse de ce petit pays de 7,6 millions d'habitants ont marre de cette situation et de leurs conditions de vie misérables. Face à la population pauvre exprimant sa détresse, des scènes barbares insoutenables à la conscience humaine, se déroulent chaque jour dans les quartiers populaires. Des hordes de policiers et de gendarmes avec de longs bâtons s'acharnent contre de pauvres personnes à mains nues, défoncent les portes des maisons, traînent par terre des femmes, des enfants et les rouent de coups de bottes et de bâtons.

Les leaders des partis qui se disent « d'opposition » n'ont pas de programme politique répondant aux aspirations des classes pauvres au rang desquelles il y a les nombreux travailleurs du port de Lomé, un secteur d'où partent les denrées d'exportation tels que le café, le cacao, le coton, les phosphates, produits dans le pays. De ce port en eau profonde viennent et partent également de nombreux camions chargés de conteneurs en direction des pays sans façade maritime, tels que le Mali et le Burkina-Faso. Cela montre que les travailleurs, même s'ils ne sont pas majoritaires à l'échelle du pays, ont une existence et jouent un rôle important dans l'économie.

Les dirigeants de ces partis ne dénoncent en rien l'exploitation et le pillage des richesses par les capitalistes. En même temps qu'ils demandent à la population de les soutenir, ils quémandent auprès de la « communauté internationale » c'est-à-dire les grandes puissances capitalistes, « l'alternance politique », à savoir la mise à l'écart du dictateur et son remplacement par une personnalité issue des rangs de l'opposition. Pour l'instant, la France, dont les capitalistes sont présents dans le pays, ainsi que l'ONU, ont appelé cette opposition à « travailler » avec le gouvernement.

Jusqu'à quel point la partie de bras de fer entre les dirigeants au pouvoir et la rue derrière laquelle il y a des leaders de l'opposition tenus à l'écart de la mangeoire gouvernementale, se poursuivra-t-elle ? Se trouveront-ils un terrain d'entente pour gouverner ensemble en attendant les futures échéances électorales ? Ils en sont bien capables, car en fin de compte il n'y a pas grand-chose qui différencie les uns des autres.

Ce qui est sûr c'est que si les classes exploitées du Togo ne font pas valoir leur aspiration à un mieux-être à travers leurs revendications spécifiques à elles, toute leur énergie n'aura servi qu'à mettre en selle une nouvelle dictature à la place de l'ancienne dictature usée. Au Togo comme dans les autres pays d'Afrique, un parti prolétarien digne ce nom fait aujourd'hui cruellement défaut aux classes exploitées.

Côte d'Ivoire

DEPUIS LES MUTINERIES DE SOLDATS ET LA GRÈVE DES FONCTIONNAIRES

Depuis l'accession au pouvoir de Ouattara, la Côte d'Ivoire a connu une période de reprise économique. Les chiffres de la croissance économique ont même frôlé les deux chiffres. Les tenants du pouvoir ont fait miroiter « l'émergence à l'horizon 2020 », mais les travailleurs et les populations pauvres n'ont pas bénéficié des retombées de cette relative prospérité économique.

Sur le plan politique, le pouvoir en place a joui globalement d'une stabilité relative après des années de guerre civile. L'administration s'est déployée partout.

Tout semblait donc aller pour le mieux pour le régime en place. Jusqu'à ce que, patatras, la révolte éclate chez les militaires, ponctuée par une grande grève des fonctionnaires. Sans compter les bagarres au sein de la coalition au pouvoir, le RHDP, en vue des échéances électorales de 2020. Tout ceci vient mettre à nu la fragilité de l'édifice.

La prosperité économique ne profite qu'aux riches

Le secteur du bâtiment et des travaux publics, même s'il commence à s'essouffler, a été l'un des moteurs de cette reprise. D'abord il s'agissait de remettre sur pied les infrastructures en état de dégradation car le pays venait de sortir d'une crise militaro-politique. Il en fallait aussi de nouvelles pour rattraper le retard pris. Ainsi des ponts, des échangeurs, des autoroutes ont été construits. Devant la pénurie de logement estimée par le gouvernement à 60.000 logements par an, des chantiers de construction de maisons d'habitation et d'immeuble se sont multipliés.

Le gouvernement a annoncé récemment la construction d'un train urbain dénommé « métro d'Abidjan ». Et selon les dires des autorités, le démarrage des travaux est imminent.

La demande de terrains industriels est telle qu'à Yopougon, une superficie de près de 1000 ha, a été mise en valeur, pour accueillir une nouvelle zone industrielle moderne. Dans la ville de Grand Bassam, à une cinquantaine de kilomètres au sud d'Abidjan, un espace de 180 ha est en cours de travaux pour être transformé en zone franche et accueillir des entreprises liées aux « nouvelles technologies ».

La pression immobilière est telle que le gouvernement a « déguerpi » des popula-

tions pauvres installées sur des sites dits à risque afin de mettre ces terrains à la disposition des promoteurs immobiliers.

La multiplication d'appartements luxueux dans les quartiers huppés, la prolifération des voitures de grosse cylindrée dans les rues de la capitale, l'augmentation du nombre de centres commerciaux et la construction d'hôtels de luxe pour satisfaire les besoins d'une clientèle aisée, attestent d'une embellie des affaires pour les classes riches.

Pour les travailleurs et l'ensemble des populations pauvres, la situation ne cesse de se dégrader. De fait, les attaques des riches contre les pauvres ne se sont jamais arrêtées. La population pauvre a subi des augmentations énormes des loyers, du prix du transport des prix des denrées et des produits de premières nécessités tels que le riz, l'huile, etc.

En 2013, après 25 années de blocage des salaires, le gouvernement a procédé au passage du Smig de 36000 à 60.000 F CFA (55 euros à 95 euros). Il a eu le culot de présenter cela comme un cadeau représentant la part de croissance en faveur des travailleurs alors que c'est totalement dérisoire comparée au coût de la vie qui n'a cessé de s'accroitre. Néanmoins, même pour que ce nouveau Smig entre réellement en application dans certaines entreprises, il a fallu que les travailleurs se mobilisent et se mettent en grève.

Les travailleurs souffrent des bas salaires mais aussi de la dégradation continuelle des conditions de travail du fait de la généralisation du travail précaire. La grande majorité d'entre eux sont devenus des journaliers à vie.

Le renchérissement du coût de la vie a fait naître une grogne palpable au sein de la population pauvre. Pour calmer cette grogne, le gouvernement a tenté de faire porter le chapeau aux petits commerçants. Il a fait tout un battage médiatique sur sa prétendue volonté de lutter contre la vie chère en rendant par exemple l'affichage obligatoire des prix comme s'il suffisait que les commerçants affichent les prix pour qu'ils soient tout à coup accessibles aux populations. Il y a eu également quelques opérations médiatisées de contrôle de prix ainsi que des instruments de mesures chez le petit détaillant. Des émissions télé ont été mises sur pied pour expliquer aux populations l'évolution des prix. Toutes ces mesures ont en commun de ne pas toucher aux intérêts des grands capitalistes qui sont pourtant les vrais responsables du renchérissement du coût de la vie.

Le coup de colère des soldats du rang ainsi que la grève importante dans la fonction publique sont une des conséquences directes de la dégradation des conditions de vie des couches pauvres.

Les mutineries à répétition ont fait trembler le pouvoir

Le 6 janvier dernier environ 8.400 soldats de l'armée régulière se sont mutinés dans plusieurs villes. Ce sont des soldats des Forces Nouvelles, ex-rébellion du Nord, qui ont été enrôlés dans l'armée régulière après l'arrivée de Ouattara au pouvoir.

Ils revendiquaient une prime de 12 millions de F CFA [18.300 €] qui leur aurait été promise par le couple Soro-Ouattara, s'ils parvenaient à faire partir Gbagbo du pouvoir. Ils exigeaient aussi la revalorisation de leurs salaires, la réduction du temps de passage au grade supérieur, un logement pour chacun d'eux.

Face à l'ampleur de la mutinerie, le gouvernement a cédé à leur revendication. Il leur a été versé 5 millions F CFA [7.633 €] séance tenante (soit quatre ans de salaire moyen d'ouvrier) et le reliquat devrait leur être versé en tranche d'un million F CFA [1.500 €] par mensualité à partir du mois de mai.

En cédant rapidement aux revendications des soldats en colère, le pouvoir venait d'ouvrir la boîte de pandore. D'autres sol-

dats, d'autres corps (gendarmes, ex-FDS, pompiers, personnel pénitentiaire, douaniers, etc.) se sont mis eux aussi dans la danse. Là, le gouvernement n'a rien voulu céder et a usé du bâton. Il y a eu des affrontements à Yamoussoukro et à Abidjan; ces manifestations ont officiellement fait 4 morts.

La situation semblait maîtrisée lorsqu'en février éclate une nouvelle mutinerie, celle des soldats des « *forces spéciales* » estimés à 2.600 éléments, censés être l'élite de l'armée. Ils ont fait monter les enchères en réclamant 17 millions de francs [25 950 €] pour eux tous.

Le gouvernement a essayé d'éteindre le feu rapidement en leur promettant le versement de la somme. Mais pour faire mine de montrer qu'il ne tremble pas devant la rébellion, il a prétendu qu'il n'a rien cédé. Les journalistes qui ont ébruité cette affaire ont été jetés en prison et n'ont été libérés que grâce à la mobilisation de leurs collègues de la presse.

Au mois de mai, le pays a de nouveau été secoué par une autre mutinerie. L'accord conclus avec les soldats mutins suite à leur mouvement de janvier arrivait à échéance et le gouvernement avait affiché son refus de respecter ses engagements. Ainsi le 11 mai, la plupart des camps militaires (Bouaké, Abidjan, Korhogo, Odienné) sont entrés en ébullition.

Dans un premier temps, le pouvoir, a voulu utiliser la fermeté en menaçant les mutins de représailles des plus sévères, mais c'est l'effet contraire qui s'est produit.

Le 14 mai, le gouvernement annonce l'envoi de troupes sur Bouaké dans le but de mater les mutins, mais cette fameuse troupe de répression n'y arrivera jamais.

Devant l'échec de la tentative de répression, le pouvoir s'est vu obligé de revenir à de meilleurs sentiments. Ouattara a aussitôt débloqué les sous par virement bancaire, à raison de 5 millions de francs par tête aux 8.400 mutins et a promis de payer 2 autres millions dès le mois de juin.

Il faut noter aussi le cas des ex-rebelles dits démobilisés. Ils sont des dizaines de milliers, aujourd'hui dans la nature, dont beaucoup se sont recyclés en coupeurs de routes et en bandits de grands chemins. Certains d'entre eux se sont mis en mouvement dans différentes villes du pays du 22 au 23 mai en réclamant leur part de butin par le versement de 12 millions de Francs CFA. Contre ces derniers, le pouvoir d'Abidjan a usé de la force. À Bouaké les affrontements avec la police et la gendarmerie ont fait 4 morts et plus d'une dizaine de blessés parmi les démobilisés.

C'est par crainte d'autres mutineries que Ouattara s'est empressé de signer de nombreux décrets en faveur des hommes en arme, même à ceux qui n'ont encore pas bougé. Parmi ces décrets, on peut citer notamment le relèvement des baux de tous les « corps habillés » de 20.000 Fr par mois, y compris pour les paramilitaires ; un décret aussi au bénéfice des surveillants des prisons qui toucheront dorénavant une « *indemnité de risque* » comprise entre 80.000 Fr et 125.000 Fr par mois, ainsi qu'une « *indemnité de suggestion* » entre 40.000 Fr et 75.000 Fr par mois.

Un nouveau ministre de la Défense a été nommé en la personne d'Hamed Bakayoko, un fidèle parmi les fidèles de Ouattara. Toujours est-il que quelques jours seulement après le changement de ministre, l'école de police a subi une attaque par des individus non identifiés. Des armes ont été emportées. Et depuis, la série d'attaques éclair de brigades de gendarmerie et de commissariats de police s'allonge. Il y a eu le cas de la brigade de gendarmerie d'Azaguié le 22 juillet, ensuite le 28 c'était au tour de la brigade de Fresco. Le 04 août le commissariat d'Adzopé a été à son tour attaqué et le 03 Septembre c'était la Gendarmerie de

Songon. Et à chaque fois, des armes ont été emportées.

Pour ne pas arranger les choses, s'ajoutent à cela les évasions en cascade dans les prisons. En l'espace d'un mois, il y en a eu quatre. Le 6 Août, cinq prisonniers ont réussi à s'échapper de la prison de Gagnoa. Deux jours plus tard, c'est au Palais de justice d'Abidjan qu'une vingtaine de prisonniers ont pu prendre la clé des champs non sans avoir maitrisé les agents de sécurité. Le 20 août à Aboisso, cinq prisonniers se sont enfuis. Le 3 Septembre à Katiola, ce sont 96 autres qui ont pu disparaitre dans la nature.

Qui sont ces évadés ? Sont-ce des soldats ou ex-rebelles ou leurs amis incarcérés après les mutineries ? Vraisemblablement ils ont bénéficié d'une certaine complicité parmi le personnel pénitentiaire pour s'échapper avec une telle facilité. Jusqu'ici, les autorités n'ont révélé aucun détail sur cette question.

Tout dernièrement, lors du congrès du RDR qui s'est tenu le 10 septembre, Ouattara a déclaré détenir des preuves contre des pro-Gbagbo en exil qui seraient à la base des récentes attaques contre les commissariats. Il cherche sans doute des boucs émissaires ailleurs.

Visiblement, Ouattara n'est pas au bout de ses peines pour venir à bout des mécontentements de sa propre force de l'ordre et de répression.

La grève dans la fonction publique a fait reculer le pouvoir

Cette année a été marquée par une grande grève des fonctionnaires. Cet important mouvement de colère a été plus ou moins masqué par la rébellion des soldats et est resté au second plan de l'actualité sociale.

Le gouvernement se sentant tout permis face aux travailleurs, a cru être dans son bon droit de s'en prendre aux retraites des fonctionnaires. En effet, leur pension de retraite devrait subir une baisse drastique alors que parallèlement la cotisation qu'ils payent tous les mois devrait subir une augmentation. L'objectif du gouvernement est de ramener la retraite dans le service public au niveau du secteur privé, au lieu de faire l'inverse. C'était la goutte d'eau de trop.

Dès le mois de janvier, face au refus du gouvernement de céder sur la question des retraites, les fonctionnaires sont entrés en grève. Elle a été largement suivie et a touché tous les secteurs de la fonction publique. Pour une fois depuis de nombreuses années, les employés de l'État ont été capables de surmonter leurs divisions corporatistes pour se dresser comme un seul homme. Ils ont profité de l'occasion que leur offrait ce mouvement pour avancer d'autres revendications restées sans suite depuis plusieurs années. Parmi elles, il y a l'intégration dans la Fonction publique des journaliers employés par l'État. En effet, de nombreux travailleurs ont un statut de journalier, aussi bien dans les hôpitaux que dans l'administration ou dans les écoles, alors que certains ont plusieurs années de service. Parmi les revendications, il y a les avancements catégoriels bloqués depuis plusieurs années, le paiement des arriérés de salaire.

Les grévistes ont tenu trois semaines. Dans un premier temps, les principaux secteurs touchés étaient ceux de l'Éducation et de la Santé. L'Administration a été certes touchée mais sans que cela ne paralyse l'appareil d'État ; le transport, les banques et les usines ont été épargnés.

Tant que les intérêts vitaux de la classe des riches n'étaient pas touchés, le gouvernement misait sur le pourrissement du mouvement. Mais lorsque les employés des régies financières c'est-à-dire des impôts et ceux de la douane se sont mis dans la danse, alors, le gouvernement et derrière lui les capitalistes, ont changé d'attitude. Le blocage administratif avait commencé à pertur-

ber l'économie et les affaires des capitalistes.

Sur les six points de revendication des grévistes, cinq ont été satisfaits. Les fonctionnaires ont repris le travail, mais ils ont maintenu la pression sur la revendication non satisfaite, c'est-à-dire les 249 milliards de F CFA d'arriérés de salaires, soit plus de 38 millions d'euros.

Finalement, au mois d'août dernier un accord a été trouvé entre le gouvernement et les syndicats. Le premier s'engageant à payer les fonctionnaires sur une échéance de 8 ans en échange d'une trêve sociale de 5 ans.

La chute du cours du cacao et l'arnaque de l'état contre les petits paysans

La chute actuelle du cours du cacao de plus de 30% impacte l'économie du pays car il en est le premier producteur mondial avec une production estimée à 2 millions de tonnes. Le cacao représente 50% des recettes d'exportations et 15% du PIB ivoirien ; environ six millions de personnes vivent autour de ce produit. On imagine bien les effets d'une telle baisse en termes de manque à gagner pour les caisses de l'Etat et en termes de revenu pour les paysans.

Ce qui fait chuter brutalement les cours mondiaux des matières premières, c'est la spéculation. Le cacao n'est pas en reste. Pendant ces quatre dernières années, son cours s'est maintenu à un niveau relativement élevé. Et tout d'un coup, depuis juillet 2016, la tendance est à la baisse.

En mars dernier, son prix à la bourse de Londres est tombé à 1192 F CFA le kilo alors que le prix de vente fixé par le Conseil Café Cacao de Côte d'Ivoire était de 1850 F CFA. Plus de 300.000 tonnes de cacao se sont alors retrouvées bloquées dans les ports faute d'acheteur.

La solution trouvée par le gouvernement pour débloquer la situation était de baisser le prix d'achat « bord-champ » (c'est-à-dire directement sur le lieu de production) de 1100 F CFA à 700 F CFA pour faire supporter aux petits paysans la baisse du prix sur le marché mondial. Or c'est prétendument pour les protéger contre les fluctuations des cours mondiaux que l'État avait mis en place une caisse dite de stabilisation. Pendant la période où le prix sur le marché mondial était élevé, un « prix garanti » (plus bas que le cours mondial) était versé aux paysans. Le surplus était thésaurisé dans la caisse de stabilisation. En cas de chute des cours mondiaux, cet argent devrait servir à compenser le manque à gagner aux paysans.

Lorsque le cacao marchait bien, la caisse a engrangé beaucoup d'argent. Mais lorsqu'il fallait, avec la chute du cours compenser le manque à gagner, l'argent s'était volatilisé. Ce fut aux paysans de supporter la baisse des cours. Toute l'affaire de stabilisation n'était rien d'autre qu'une escroquerie.

Luttes politiques en vue de l'élection de 2020

En octobre 2020, aura lieu l'élection présidentielle. Trois ans avant cette échéance la lutte de positionnement fait déjà rage. À l'intérieur du RHDP, la coalition au pouvoir actuellement, des dissensions se font jour entre les deux principaux partis qui le composent, le RDR d'Alassane Ouattara et le PDCI de l'ex président Konan Bédié. En effet, depuis l'élection de 2010, le PDCI a joué le rôle de faiseur de roi en appelant ses militants à voter pour Ouattara au second tour face à Gbagbo. Ensuite en 2015, il n'avait pas présenté de candidat du tout et s'était contenté se soutenir celle de Ouattara. Le deal était qu'en échange de ce soutien, en 2020 le RDR s'efface et soutienne à son tour la candidature d'un membre du PDCI. Maintenant que l'échéance électorale approche, des voix s'élèvent au sein de la direction du RDR pour annoncer une prochaine candidature. Ce qui n'est pas du goût du PDCI qui a d'ores et déjà annoncé qu'il aura son candidat en 2020.

Au sein même du RDR, le parti de Ouattara, la guerre de succession a déjà commencé. Guillaume Soro, l'ex-patron des Forces Nouvelles allié de Ouattara pour le renversement de Gbagbo se voit en successeur direct de Ouattara. Sans attendre que ce dernier soit investi par son parti, ses proches annoncent sa probable candidature à la présidentielle de 2020. Il est en passe de rompre avec le RDR de Ouattara, car il a créé un mouvement à lui, l'UDS (Union Des Soroïstes) qui pourrait se transformer en parti politique en cas de rupture définitive. En représailles, ses hommes ont été chassés des ministères dont ils avaient la charge ainsi que des institutions étatiques. Ce dernier tente d'ailleurs de se rapprocher du PDCI de Konan Bédié.

Dans ce même RDR, d'autres crocodiles tels que Amadou Gon, actuel Premier Ministre et Hamed Bakayoko, le ministre de la Défense n'entretiennent pas moins la même ambition que Guillaume Soro, celle de succéder à Ouattara au pouvoir. Mais il n'est pas dit que Ouattara lui-même ne soit pas intéressé de briguer un troisième mandat, même si là-dessus il ne s'est pas encore définitivement prononcé. Toujours est-il que de plus en plus de voix s'élèvent au sein de son parti pour le souhaiter.

Et puis il y a la mouvance pro-Gbagbo qui a encore une forte assise dans la population mais qui est affaiblie car nombre de ses dirigeants se trouvent derrière les barreaux quand ils ne sont pas en exil. Parviendra-t-il à se reconstituer en force politique pour aller à l'assaut du pouvoir ? Ce qui est sûr, c'est que les uns et les autres ne manqueront pas de faire de la démagogie et des promesses de toutes sortes pour attirer des votes dans les classes populaires.

Dans leur soif du pouvoir, les clans en compétition sont capables de tout, y compris d'entraîner les populations dans un nouveau bain de sang. L'expérience du passé l'a déjà montré. Cela avait commencé par « l'ivoirité » de l'ex-président Bédié pour écarter Ouattara qui était alors son concurrent. Ensuite, les partisans de Gbagbo ont utilisé et exacerbé à leur profit les sentiments anti-burkinabé et anti-nordistes pour combattre Ouattara. Cela a eu comme conséquence la montée de la haine et des violences entre des ethnies qui cohabitaient paisiblement depuis des générations. La partition du pays entre le Nord et Sud est aussi une des conséquences de la lutte pour le pouvoir entre ces deux clans rivaux.

Ce passé n'est pas si lointain et les cicatrices sont à peine fermées. Les crocodiles en compétition sont les mêmes ou presque. Eux ou leurs successeurs sont en train de fourbir leurs armes pour l'échéance électorale de 2020 et on peut compter sur leur inventivité en matière de démagogie pour assouvir leurs ambitions personnelles.

Pour tous ceux qui ont leur travail pour vivre, employés, chômeurs, petits paysans, petits marchands – l'écrasante majorité de la population - il est vital de rejeter toute démagogie ethniste. Dresser les uns contre les autres en fonction de leur origine ethnique est abject sur le plan humain avec les conséquences sanglantes que nous avons trop souvent eu l'occasion de subir. Et pour tous ceux de ce pays qui sont exploités et opprimés par la minorité capitaliste, laisser les divisions ethniques s'introduire dans nos rangs c'est nous affaiblir, c'est nous rendre incapables de combattre efficacement nos véritables ennemis, toutes ethnies confondues, ceux qui nous exploitent et nous oppriment. Il ne faut pas laisser les empoisonneurs, les cliques dirigeantes rivales nous empoisonner.

Sénégal

UNE EXPULSION SCANDALEUSE D'UN MILITANT ANTI-CFA

Le 6 septembre dernier le gouvernement sénégalais a expulsé vers la France un militant anti-CFA accusé de « trouble à l'ordre public ». Il s'agit du franco-béninois Kémi Séba, qui est venu à Dakar pour participer à un rassemblement contre le franc CFA le 19 Août dernier.

Lors de ce rassemblement qui a réuni quelques individus se réclamant de la « souveraineté monétaire africaine », ce KémiSeba a brulé un billet de 5.000 francs CFA devant les caméras. C'est ce geste qui lui a valu d'être expulsé vers Paris.

Ce monsieur a peut-être assez d'argent pour pouvoir se permettre de brûler un billet alors que de nombreux travailleurs dakarois doivent peiner deux jours pour en obtenir un, mais il n'a pas du tout troublé l'ordre public. En le traduisant devant un tribunal puis en l'expulsant, le gouvernement sénégalais lui a au contraire offert un plateau pour faire parler de lui. Du coup, un mouvement de protestation a réuni environ 400 personnes à Dakar à la suite de cette expulsion inacceptable. Toutes ne sont pas d'accord avec certains propos anti sémites ou proches de l'extrême droite française de KémiSeba, mais ils ont exprimé leur volonté de mettre fin à la dépendance du CFA par rapport à la Banque de France. D'autres militants, en plus faible nombre, se sont rassemblés à Bamako, Cotonou ou Libreville.

Ces gens-là font partie d'un courant politique se réclamant de la souveraineté monétaire des Etats africains. Ils disent et font croire que l'économie africaine se porterait mieux si à la place du franc CFA chaque Etat africain avait sa propre monnaie. Ils défendent les intérêts d'une frange de la bourgeoisie africaine qui aspire à une certaine autonomie par rapport à l'Etat français et qui voudrait par exemple traiter un peu plus avec la Chine, l'Inde, le Brésil ou d'autres pays de leur choix.

Les liens que les Etats membres de la zone CFA ont avec l'Etat français les empêchent en effet de nouer des relations commerciales avec des partenaires de leur choix au delà d'une certaine marge tolérée par l'ancienne puissance coloniale.

Le Franc Cfa est en effet une monnaie tout droit issue de la décolonisation. Elle a été créée par l'Etat français pour perpétuer sa domination économique et politique sur son pré carré africain. C'est un instrument de domination mais en même temps un symbole fort qui rappelle trop la colonisation jusqu'au cigle même de cette monnaie.

Mais faire croire qu'avec une autre monnaie que le Cfa la situation des travailleurs et de l'écrasante majorité de la population qui croule sous le poids de la misère va s'améliorer est une pure tromperie. Un ouvrier nigérian, Guinéen, Ghanéen ou Sénégalais est par exemple payé avec des monnaies différentes mais ce qu'ils ont en commun c'est d'être exploité et payé avec un salaire de misère qui ne leur permet pas de mener une vie digne à eux et à leur famille. Les intérêts des Etas africains (ou d'une frange de leurs bourgeoisies locales) sont une chose, ceux des exploités, c'est-à-dire de la majorité de la population africaine, en sont une autre.

Faire croire que les intérêts des exploiteurs et des exploités sont les mêmes est une tromperie que les nationalistes africains ont toujours propagée pour entrainer les populations dans leur sillage. Leur objectif, c'est d'obtenir une marge de manœuvre par rapport à l'impérialisme pour avoir leur part du gâteau dans le pillage capitaliste planétaire. Les intérêts des exploités, de même

que l'avenir du monde, se trouvent au contraire dans les combats contre le système capitaliste pour mettre fin à toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme.

Tchad

AMNESTY DÉNONCE LA RÉPRESSION QU'EXERCE DEBY SUR LES POPULATIONS

Au Tchad le dictateur Deby, de plus en plus impopulaire à cause de sa politique répressive, notamment contre les dirigeants de l'opposition, les leaders syndicaux, les présidents des associations, les journalistes, continue de sévir pour se maintenir au pouvoir.

Des prisonniers enchaînés

Dans un rapport intitulé « Répression et récession » au Tchad publié le 14 septembre dernier à Ndjaména, Amnesty International, dénonce l'arrestation et la détention des membres de la société civile, l'interdiction croissante des manifestations et les restrictions de la liberté d'expression. Elle dénombre 65 associations interdites de manifester, en deux ans, et plus de 10 sites internet bloqués en 2016.

C'est la tristement célèbre ANS (Agence nationale de sûreté) créée et supervisée par Deby qui se charge des basses besognes. Elle arrête et détient illégalement opposants, dirigeants ou militants syndicaux, ou toutes personnes hostiles au régime, dans des endroits secrets pour des interrogatoires musclés au cours desquels l'on peut y laisser sa vie.

Arrêté en avril dernier, en même temps que le Secrétaire général de l'UST (Union des syndicats du Tchad), un membre du mouvement citoyen « Iyna » (Nous sommes fatigués) qui a échappé à la mort, témoigne à l'AFP : « J'étais les pieds enchaînés, les mains menottées, et pendant l'interrogatoire, on me mettait un sac avec des piments sur la tête. Je ne pouvais pas respirer pendant trois ou quatre minutes. J'agonisais ».

La dernière arrestation d'un politicien qui a fait couler beaucoup d'encre -et ça continue d'en couler- est celle de Laoukein Médard Bardé, ancien maire de Moundou, deuxième ville du Tchad après Ndjaména. Accusé de « détournement de fond publics » et de « malversations financières » en juin 2017, il a été arrêté et jeté en prison à Moundou le 13 juillet. C'était un prétexte. En réalité, par sa popularité dans le Logone occidental (sud du Tchad), surtout auprès des populations pauvres, il faisait de l'ombre au dictateur Deby.

En effet, lors de l'élection à la mairie de Moundou en 2012, Laoukein Bardé, candidat de la Convention tchadienne pour le développement (CTPD) a battu à plate couture le candidat officiel du MPS (Mouvement patriotique du salut) de Deby : premier affront. En 2016, lors de l'élection présidentielle, il s'est porté candidat. Arrivé troisième, il a refusé le poste de Premier ministre que lui avait proposé Deby, préférant rester dans son fief de Moundou : second affront cette fois mal digéré par le dictateur. Au final à la suite d'un coup monté

contre lui, Médard a été emprisonné. qui monté un coup pour le faire jeter en prison.

Certes, Laoukein Médard n'est pas à plaindre. En tant qu'ancien ministre de l'Agriculture et du Tourisme dans le gouvernement de Deby puis maire de Moundou pendant 5 ans (de 2012 à 2017) il a certainement profité de ces deux postes pour s'enrichir à l'image de tous ces vautours du régime, à commencer par Deby lui-même et son clan qui détournent l'argent public pour leurs intérêts personnels.

Mais comme bon nombre d'opposants, Médard a cependant été victime du régime dictatorial mis en place par Idriss Deby.

Malgré la répression qui s'abat de plus en plus durement, les populations déshéritées, les travailleurs et autres franges pauvres de la société ne baissent pas les bras. Parce qu'ils ne peuvent que se révolter contre cette vie chère où les prix des produits de premières nécessités augmentent tous les jours, le manque de travail, le manque d'eau potable dans les quartiers populaires, etc.

Viendra un jour où la colère des masses pauvres sera assez profonde pour faire voler en éclats cette dictature qui les opprime depuis plusieurs années.

Éthiopie

LE MÉCONTENTEMENT DE LA POPULATION GRONDE

Depuis juillet-août, la population pauvre des villes d'Éthiopie n'est pas contente. Le gouvernement prend des mesures à l'encontre des petites gens des villes et de la campagne. L'une des premières mesures est l'augmentation des prix des produits de première nécessité. Cela touche tout le monde.

L'Éthiopie, comme la plupart des pays d'Afrique de l'Est a été touchée par la sécheresse. Les populations ont souffert. Bien sûr, ce n'est pas le seul pays d'Afrique où la population souffre de sous-alimentation. Mais cette augmentation des prix pénalise les plus pauvres.

Cela ne suffit pas, le gouvernement s'attaque aussi aux petits commerçants dans toutes les grandes villes. Les autorités déclarent qu'elles ont du mal à estimer le chiffre d'affaires journalier des boutiquiers. Elles considèrent désormais que ce chiffre d'affaires est quatre ou cinq fois plus important que ce qui est déclaré par les commerçants. Résultat, le petit boutiquier doit payer cinq fois plus de taxe. Et comme par hasard, la majorité d'entre eux sont originaires d'une ethnie minoritaire, les Gouragués. En fermant leurs boutiques, ceux-ci veulent se défendre contre le pouvoir comme les Oromos et les Amharas l'ont fait il y a un an.

Ces actions ont eu du succès dans les villes de province même si la police a réussi à imposer que les boutiques restent ouvertes. Par contre elle n'a pas essayé d'intervenir dans la capitale Addis-Abeba, car elle aurait risqué de se mettre à dos la population.

C'est la même situation pour ceux qui travaillent dans le transport. Les chauffeurs de cars qui desservent les villes de province sont mécontents et se sont mis en grève totale pendant deux ou trois jours. Ils ont été suivis par les minibus des villes. En même temps l'idée de déclarer « ville morte » a circulé chez tous ces travailleurs et leur mouvement a mieux marché en province que dans la capitale.

L'Éthiopie voit son économie progresser depuis une dizaine d'années avec un boom immobilier indéniable. L'État met un point d'honneur à rendre l'image d'Addis Abeba digne d'une ville moderne avec la construction de deux lignes de tramway, le chemin de fer Djibouti-Addis Abeba, et surtout le barrage hydroélectrique sur le Nil, le plus grand d'Afrique.

D'autre part, le pays passe pour être l'atelier de la Chine. De nombreuses sociétés de sous-traitance pour les produits de luxe destinés à Europe, déménagent leurs usines de Chine vers l'Éthiopie pour s'y implanter car la main-d'œuvre est moins chère.

Depuis dix ans les seules manifestations de mécontentement et de contestation viennent des Oromos et des Amharas. Ils contestent le pouvoir parce que le gouvernement est dirigé par l'ethnie minoritaire des Tigréens (6% de la population). Les autres ethnies ne sont pas représentées, à part quelques potiches que le pouvoir met au-devant de la scène.

Malgré un calme apparent dans le pays, il n'en demeure pas moins un bouillonnement au sein de la population laborieuse. Pour l'instant ce sont les chauffeurs de cars et minibus ainsi que les boutiquiers des villes qui sont mobilisés.

La classe ouvrière ne se manifeste pas. Mais, même minoritaire, si elle s'organise au-delà des clivages ethniques, si elle est déterminée à défendre ses propres intérêts, elle sera capable d'ébranler les capitalistes de ce pays, d'imposer ses revendications et celle de la population pauvre.

Madagascar

EXPLOITATION ORDINAIRE DES TRAVAILLEURS DANS UNE ZONE FRANCHE

Plusieurs entreprises de cette zone située à Ankadimbahoaka, une banlieue au sud de la capitale, affichent des chiffres d'affaires en hausse. C'est entre autres le cas de Sassebo, spécialisée en maroquinerie de luxe et de Sonia Mada Textile (SMT), spécialisée dans la confection de vêtements destinés à l'exportation, principalement en direction du marché sud-africain. C'est une filiale de la prospère Soniawear Ltd, établie à Maurice depuis 1984, qui a bâti sa fortune sur la fabrication de vêtements tricotés pour des clients situés dans plusieurs pays du monde.

La direction de SMT affiche un chiffre d'affaire en hausse, surtout depuis que l'entreprise a retrouvé son statut sous AGOA lui permettant d'effectuer des échanges commerciaux à faibles droits de douane pour le marché américain.

Les profits sont certes florissants, mais les conditions de travail dans les ateliers et les rendements exigés sont parfois difficiles à soutenir. Beaucoup d'ouvriers sont en contact avec des colorants toxiques et des émanations gazeuses nuisibles aux poumons.

Les salaires mensuels dérisoires (autour d'une soixantaine d'euros par ouvrier), sont stagnants et ne suivent pas l'évolution du coup de la vie. Les prix ont subi une augmentation d'une dizaine de pourcents au cours de chacune de ces dernières années à cause de la dégringolade de la monnaie locale l'Ariary.

Le mécontentement des travailleurs et la grogne s'expriment de multiples façons. Plusieurs d'entre eux ont été mis à la porte pour avoir été soupçonnés de se coaliser. Dans ce pays pauvre à fort taux de chômage,

le chantage à l'emploi constitue en effet un argument très dissuasif. Ces entreprises situées en zone franche, n'acceptent pas de syndicat en leur sein.

S'il y a une chose que les patrons n'auront pas volée, c'est un coup de colère salutaire des travailleurs.

RECRUDESCENCE DE LA PESTE PULMONAIRE DANS LES QUARTIERS DÉFAVORISÉS

Chaque année cette maladie virale tue 60 à 70 personnes dans les quartiers pauvres de la capitale soumis à la prolifération des rats d'égouts et des puces qu'ils véhiculent. Cette année, l'épidémie a commencé plus tôt et a frappé aussi la ville de Toamasina située sur la côte-est. Plus d'une quinzaine de personnes sont mortes par suite de douleurs thoraciques accompagnées de toux et de crachats sanguinolents.

Les autorités ne font pas grand-chose et laissent les personnes présentant des symptômes suspects, à leur sort, les conseillant simplement de se rendre à des centres de santé, qui du reste sont dépourvus de presque tout.

Cela a pour conséquence le développement de l'automédication. Actuellement un climat de psychose s'est emparé de la population des quartiers infestés. Un médicament appelé COTRIM censé guérir cette maladie est actuellement en rupture de stock dans les pharmacies. Les plaquettes de 10 comprimés, qui coûtaient 1000 ariary chacune, se vendent 5000 ariary au marché parallèle.

L'automédication et le manque de structures de santé dignes de ce nom, favorisent le développement de souches résistantes de virus. Les autorités ne sont pas ignorantes de ce danger, mais laissent perdurer la situation.

France

LE 12 SEPTEMBRE ET APRÈS FAIRE ENTENDRE NOS INTÉRÊTS COMMUNS

Nous publions ci-après l'éditorial du journal Lutte Ouvrière daté du 10 septembre 2017. C'est un appel à la manifestation du 12 septembre contre les ordonnances prises par Macron et son gouvernement sur la loi travail. La manifestation s'est déroulée avec succès.

Vendredi dernier, Macron a dit qu'il serait d'une « *détermination absolue* » pour faire passer sa politique et il a ajouté qu'il ne céderait rien « *ni aux fainéants, ni aux cyniques, ni aux extrêmes* ». Voilà qui est clair.

Quand ils avaient présenté les ordonnances contre le code du travail, la ministre Pénicaud et le Premier ministre Philippe avaient pris des pincettes, eux. Ils avaient expliqué que ce coup de massue sur la tête des travailleurs, c'était pour leur bien. Ils avaient essayé de faire croire qu'en donnant tous les droits aux patrons pour licencier sans limite, cela les « *décomplexerait* » pour embaucher. Mais c'était pour nous enfumer. Et c'est Macron qui le dit.

En bon serviteur du patronat, il transpire le mépris de classe. Les patrons dirigent, lui gouverne, et les travailleurs n'ont

qu'à être reconnaissants d'avoir la chance de pouvoir se faire exploiter sous leur baguette. C'est la vision du monde des classes dominantes, de ces capitalistes nés avec une cuillère d'argent dans la bouche et qui tirent leur richesse de notre travail. Eh bien, il faut répondre à Macron et à ses maîtres ! Et mardi 12 septembre, nous aurons l'occasion de protester.

Il faut se saisir de l'occasion pour dire ce que nous pensons de ses mesures anti ouvrières, notre rejet de ses ordonnances qui dynamitent le code du travail, de la hausse de la CSG, de la suppression des 150.000 emplois aidés, du gel des salaires des fonctionnaires… Il faut exprimer notre colère contre ce gouvernement qui, en même temps qu'il réduit les APL pour les plus pauvres, supprime aux trois quarts l'impôt sur la fortune. Les plus riches pourront satisfaire tous leurs caprices, l'État prendra ce dont il a besoin dans la poche des travailleurs, des retraités et des chômeurs.

Nous pourrons dénoncer le rouleau compresseur patronal que nous vivons tous, dans toutes les entreprises : les hausses de cadences, les attaques sur les salaires, les mesures vexatoires, les mesures de répression contre ceux qui relèvent la tête… tout ce qui aggrave notre exploitation et permet au grand patronat d'accroître ses profits.

Et nous pourrons le faire tous ensemble, quelle que soit notre entreprise, que nous soyons intérimaire ou embauché, que nous soyons salarié du public ou du privé, en nous retrouvant sur le terrain de nos intérêts communs de travailleurs. Car au-delà de la résistance à chaque attaque gouvernementale ou patronale, notre sort dépendra du rapport de force que nous serons capables d'imposer par notre mobilisation générale.

Notre combat n'en est qu'au tout début. La guerre sociale que nous mènent le gouvernement et les patrons va s'accentuer. Il va y avoir de nouvelles attaques, comme celle contre l'assurance chômage. Il y a aussi les menaces en direction de certaines catégories de travailleurs, comme les cheminots dont les retraites sont dans le collimateur du gouvernement. En s'en prenant aux retraites des uns puis à celles des autres, les gouvernements ont réussi en vingt-cinq ans à faire reculer nos droits à tous. Nous ne devons pas nous laisser diviser.

Tôt ou tard, les travailleurs relèveront la tête et engageront la lutte car l'offensive patronale ne laisse pas le choix. Mais le plus tôt sera le mieux. Car si nous ne faisons pas entendre nos intérêts, nous le paierons cher. Le grand capital est insatiable. Si les profits des grandes entreprises industrielles et des banques restent élevés malgré la crise, c'est dû à l'aggravation de notre exploitation. Et le gouvernement nous fera payer même ce qu'il sera amené à concéder à la petite bourgeoisie. Même la colère des autres catégories sociales, le gouvernement la retournera contre nous si nous ne mettons pas en avant nos propres intérêts.

Il faut que le camp des travailleurs apparaisse comme une force capable de se faire respecter. Lui seul a la puissance de faire payer le grand patronat.

Après la publication des ordonnances, Berger de la CFDT s'est lamenté en disant qu'il aurait espéré mieux et Mailly de FO a gonflé le torse disant qu'il avait réussi à éviter le pire. À l'approche de la journée du 12 organisée par la CGT, la FSU et Solidaires, les médias insistent sur la division syndicale. Mais dans bien des entreprises, des militants FO et CFDT se préparent à manifester. Ce sont ceux qui se mobilisent qui ont raison. Il ne faut pas attendre après les sommets syndicaux pour le faire.

La direction de la CGT a prévu une autre journée d'action, le 21 septembre. Il faut s'en saisir pour que la mobilisation s'amplifie et s'élargisse afin de créer le rapport de force nécessaire pour imposer nos intérêts communs.

Immigration

DES MINEURS ISOLÉS ÉTRANGERS (MIE)

SOUFFRENT DE L'INCURIE DE L'ÉTAT FRANCAIS

On parle très peu de certains candidats à l'immigration. Est-ce parce qu'ils sont moins nombreux ou parce que mineurs en arrivant en France, une partie d'entre eux est prise en charge par des services sociaux ?

En tout cas, comme leurs grands frères ou grandes sœurs qui partent en aventure, pour fuir la faim, la misère, les dictatures ou les guerres qui déchirent certains pays du monde, notamment l'Afrique, de nombreux jeunes âgés pour la plupart de 12 à 16 ans, fuient leur milieu dans l'espoir de trouver une vie meilleure ailleurs. Ils partent seuls ou en tout petits groupes.

Rien qu'à Paris, des organismes sociaux tels que l'Aide sociale à l'enfance (ASE) ont dénombré l'an dernier plus de 1200 mineurs recensés mais la plupart se retrouvent dans la nature non seulement par manque de places (les centres d'accueil, insuffisants, sont saturés) mais aussi et surtout par la sélection très stricte des demandeurs.

À cause de leur statut de Mineurs isolés étrangers (MIE), sans attache familiale en France, les départements où ils débarquent sont obligés par la loi de leur venir en aide, de les assister.

Ainsi à Saint-Denis dans le département 93, un centre pour mineurs isolés a accueilli 457 jeunes en 2015. En 2016 il y a eu 766 nouveaux venus. Cette année le centre est saturé, et demande l'aide de l'État pour en loger d'autres.

À Paris le centre d'accueil des MIE est situé Avenue de Flandres dans le 19 ème. Il a accueilli 700 jeunes en 2016. Cette année, comme à Saint-Denis, le centre est aussi saturé, et des mineurs sont logés provisoirement dans des hôtels.

Mais la plupart des mineurs ne bénéficient pas de l'ASE parce que l'accès à ces centres ou hôtels se fait de façon très sélective. Le mineur qui frappe à la porte du Dispositif d'évaluation pour mineurs isolés étrangers (DEMIE) à Paris, doit prouver qu'il est mineur, raconter son parcours et dire pourquoi il a quitté son pays, etc. La plupart des mineurs recensés reçoivent une lettre de refus : « *Vous n'apportez aucun élément tangible permettant d'étayer la minorité et l'isolement que vous alléguez* ».

Beaucoup de mineurs dont la demande d'assistance a été rejetée, continuent de dormir dans la rue et vivre dans des conditions lamentables. À l'âge de 18 ans, ils rejoignent le lot des migrants adultes qui dorment sous le métro aérien de la porte de la Chapelle ou ailleurs en Ile-de-France.

L'État a les moyens d'accueillir tous ces migrants, mineurs ou adultes, et de les loger décemment. Mais dans cette société capitaliste, le bien-être des pauvres n'est pas le principal souci des dirigeants français au service des bourgeois et des riches.

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.